

Etienne Chouard et la monnaie : ignorance, incompréhension et fantasmes

par Alain Beitone | 29 août 2018

<http://www.conspiracywatch.info/etienne-chouard-et-la-monnaie-ignorance-incomprehension-et-fantasmes.html>

L'accès à l'emploi, le partage des revenus entre profits et salaires, l'efficacité du système redistributif : toutes ces questions sont occultées par le discours de Chouard qui laisse croire que si l'État échappait à l'influence des banques, il pourrait assurer à chacun un revenu décent en créant de la monnaie.



Etienne Chouard interviewé par Vincent Lapierre (Le Média pour tous/YouTube, 6 août 2018 ; capture d'écran)

Le 6 août 2018, « Le Média pour tous », la chaîne YouTube récemment lancée par Vincent Lapierre, un collaborateur de longue date du site Egalité & Réconciliation d'Alain Soral, a mis en ligne un entretien de 14 minutes avec Etienne Chouard. Il y est notamment question de tirage au sort, de fascisme et d'antifascisme, d'Union Européenne et d'« oligarchie ploutocratique ».

Réponse d'Étienne Chouard à Alain Beitone

2 septembre 2018

Après la publication début août d'[une vidéo](#) où j'explique pourquoi je souhaite une création monétaire publique affranchie des banques privées, Alain Beitone, un professeur d'économie à Marseille, vient de publier un papier sur [un site néocon](#) pour expliquer que je n'y comprends rien sur la monnaie, que c'est « une vision complotiste désespérante » que d'accuser les banques de se servir et d'asservir au lieu de servir, que prétendre que les banquiers conspirent contre l'intérêt général c'est semer "la confusion", que c'est simpliste, que "la réalité est plus complexe", que l'incrimination des banquiers dans les malheurs des peuples par la captation du financement des puissances publiques et par l'endettement généralisé de toute l'humanité, c'est « un fantasme de l'extrême droite »... et que défendre le chartalisme (*Théorie étatique de la monnaie* de G. F. Knapp, 1905, admise et reprise par Keynes) démontre une « incompréhension totale des questions monétaires », etc.

Je défends donc à nouveau mon point de vue et je démontre que chacune de ces critiques est infondée.

([J'ai déjà eu à me défendre, en 2011](#), contre les diffamations de Monsieur Beitone.)

« *L'accès à l'emploi, le partage des revenus entre profits et salaires, l'efficacité du système redistributif* », je ne les occulte évidemment pas, ils sont même le cœur de mon travail depuis plus de dix ans... Il n'est pas très honnête de réduire 14 ans de travail à 14 minutes d'ITV donnée en marge d'une conférence. Ce reproche est une première accusation dénuée de fondement.

Par contre, effectivement, je ne « laisse pas croire » **je prétends** (comme Keynes, excusez mon audace...) que, si l'État échappait à l'influence des banques, il pourrait assurer à chacun un revenu décent en créant la monnaie correspondant au travail de ceux qu'il sortirait du chômage, oui.

Tiens, ça faisait longtemps qu'on ne m'avait pas sorti cette vieille insinuation moisie, qui est évidemment tout sauf un argument de fond.

Je fais remarquer à Monsieur Beitone que son propre papier est ici publié sur [un site néoconservateur américain très proche de l'extrême droite US](#) et cela n'a pas l'air de le gêner du tout. Je le comprends car l'essentiel est bien ce qui est dit, et pas le média qui relaie ce qui est dit.

Un long passage est plus spécifiquement consacré à la monnaie. Les propos de Chouard dénotent en effet une incompréhension totale des questions monétaires.

En vertu du principe de charité on peut donc présumer que cette incompréhension est à la source des nombreuses erreurs qui depuis des années émaillent son discours.

Sans engager de polémiques idéologiques ou politiques qui seraient largement justifiées,

je me limite donc ici à des explications historiques et économiques

qui devraient permettre à Etienne Chouard de rectifier son discours s'il veut bien les prendre en compte.

Dès les premiers instants de cette vidéo, Chouard affirme que « *la souveraineté politique procède de la souveraineté monétaire* ». C'est une erreur logique et historique. Logiquement, c'est lorsqu'une puissance politique souveraine existe qu'elle s'empare ou crée l'instrument monétaire de cette souveraineté. Par exemple, en 1775, le Congrès continental de Philadelphie qui conduit la lutte contre le colonisateur britannique décide la mise en circulation du « Continental Currency Dollar » pour rompre avec la Livre Sterling, monnaie du colonisateur. Le pouvoir politique (le Congrès représentatif des différentes « colonies » en lutte pour leur indépendance) *précède* la création d'un pouvoir monétaire. De même, en 1860, lorsque la Savoie est rattachée à la France, elle disposait de sa propre monnaie et de sa banque d'émission. Les libéraux français de l'époque, déjà partisans de la concurrence des monnaies, voulaient maintenir le pluralisme monétaire, le pouvoir politique en a décidé autrement et la Savoie, comme le Comté de Nice, sont entrés dans l'espace monétaire géré par la Banque de France où le franc avait cours légal. On peut multiplier les exemples, c'est le détenteur de la souveraineté politique qui s'efforce – et parvient le plus souvent – à contrôler la monnaie qui devient un attribut de cette souveraineté.

Carrément ? On n'est pas plus aimable.

Comme si le papier de Mr Beitone n'était pas lui-même politique et idéologiquement polémique...

Hum... La stratégie fréquente des technocrates, pour éviter toute critique, c'est de se prétendre neutres politiquement, et de feindre de se référer uniquement à des sciences exactes, à « la technique » (incontestable), et à la raison pure... Imposture bien sûr : toutes les thèses économiques sont évidemment politiques et toutes sont contestables par principe.

La charité de Mr Beitone me touche. Je vais donc le lire attentivement ; je sais qu'on ne progresse jamais tant que dans la contradiction. J'ai aussi commandé son manuel « économie monétaire » pour étudier ses thèses plus en détail. J'y reviendrai peut-être un jour.

Non.

Oui.

Oui.

Oui.

Merci d'ainsi confirmer ce que je dis moi-même par ces rappels historiques (bien connus) : dès qu'un prince accède au pouvoir, il se préoccupe prioritairement et urgemment de sa puissance monétaire, car **sans souveraineté monétaire, la souveraineté politique n'existe pas** : celui qui peut décider de financer — ou de ne pas financer — telle ou telle politique, c'est lui le vrai souverain.

Pardon d'insister : **tout aussi logiquement, c'est lorsqu'une puissance politique souveraine perd (ou néglige d'instituer) l'instrument monétaire de sa souveraineté qu'elle perd cette souveraineté — et c'est ce qui est arrivé à presque tous les États du monde : le cœur nucléaire de cette dépossession étant à [la BRI](#), à Bâle, État dans l'État, parfaitement à l'abri de toute loi et de toute police.**

D'où mon affirmation que, malgré les apparences, c'est la souveraineté monétaire qui compte le plus, parce que l'autre n'existe pas durablement sans elle.

Au fond des choses, ce qui est fondateur et décisif pour savoir qui décidera réellement dans une société humaine, c'est bien de désigner celui qui créera (et distribuera) les signes monétaires.

Et quand vous dites : « *et parvient le plus souvent* », je pense que vous vous trompez lourdement :

- 1) 90% de la masse monétaire est aujourd'hui créée et détruite par les banques privées (et pas par l'État), et
- 2) les contrôles publics sont factices et/ou dérisoires :
 - les Banques centrales sont scandaleusement indépendantes des pouvoirs politiques,
 - [quasiment tous les participants aux différents « accords de Bâle » \(qui prétendent réguler l'activité des usuriers banquiers\) sont... des banquiers...](#)
 - [les recommandations du Comité de Bâle ne sont pas juridiquement contraignantes,](#)
 - et maintenant, [la finance de l'ombre s'est même complètement affranchie de tout contrôle étatique...](#)

Mais non... vous voyez une erreur là où il n'y en a pas.

Mais oui, tout le monde sait ça.

Personne n'a dit que la création monétaire par les banques privées a commencé en 1694 : vous rappelez là (comme si on l'ignorait) ce qu'on répète sur le net (et qu'on ne lisait pas dans les manuels scolaires) depuis plus de dix ans... Oui, les banquiers privés ont commencé à créer la monnaie *ex nihilo* dès le moyen-âge, **mais c'était parfaitement frauduleux et clandestin**, en prenant mille précautions pour que personne ne le sache ni même ne s'en doute ; et chaque fois que les clients des banques flairaient l'arnaque, ils se précipitaient pour retirer leur or et ces premiers « banks runs » ruinaient souvent les orfèvres voleurs (pardon pour le pléonasme).

Ce qui s'est passé en 1694, c'est que la puissance publique a **reconnu officiellement et protégé** ces banquiers privés comme créateurs de la monnaie publique, **sous la bannière fallacieuse « Banque d'Angleterre »**, alors que cette banque était parfaitement privée. Et c'est sur ce même modèle d'escroquerie bancaire qu'ont été créées, plus tard, la prétendue « Banque de France », la prétendue « Banque d'Allemagne », la prétendue « Réserve fédérale américaine », etc., qui n'étaient aucunement publiques.

Une erreur historique majeure

Cela nous conduit à une autre erreur de Chouard. Il prétend que « *les banques privées ont volé [1] la création monétaire aux États depuis 1694 avec la création de la Banque d'Angleterre* ». C'est là une erreur historique majeure. La création monétaire par les banques commerciales remonte au moins au Moyen-Âge. Ce sont des marchands qui vont créer l'activité consistant à recevoir des monnaies métalliques en échange de lettres de change. Les autres marchands, porteurs de ces lettres, pouvaient donc se déplacer pour participer aux grandes foires (Lyon, Champagne, villes hanséatiques, etc.) en réduisant les risques liés au transport des espèces métalliques. Ces marchands-banquiers – des entrepreneurs privés donc – vont créer un espace monétaire européen entre le XIIIe et le XVIe siècle. Ils vont aussi constater que les entrées et sorties d'espèces métalliques se compensent et qu'ils ont la possibilité d'émettre plus de lettres de changes que ce qui correspond à leur stock métallique : il y a bien création monétaire.

Certes les monarques disposent du monopole de la frappe des monnaies, mais pas de la création monétaire.

Ces monnaies privées vont devenir un défi pour le pouvoir des Princes [2] qui ne vont avoir de cesse de prendre le contrôle de la création de monnaie à travers la création des banques centrales.

Ces dernières sont toujours créées en lien avec le pouvoir politique et elles ne vont conquérir que très lentement un pouvoir de régulation sur la création monétaire.

Par exemple, à ses débuts, la Banque d'Angleterre n'a une influence que sur les banques londoniennes. Même chose en France où le pouvoir de la Banque de France (créée à l'initiative du Premier consul) est l'objet de controverses. Aux États-Unis, on le sait, il faut attendre 1913 pour qu'une véritable Banque centrale soit mise en place. Pendant longtemps les États-Unis ont fonctionné en système de « banque libre » [3].



Pièce de 40 francs or "Bonaparte Premier Consul" (1840 ; CGB Numismatique Paris).

Je ne vous le fais pas dire : le pouvoir de création monétaire exercé clandestinement puis accordé légalement aux banques privées menace la souveraineté des princes... « un véritable défi », nous sommes presque d'accord ; sauf que le mot "défi" est trop gentil, je le trouve même complaisant, pour désigner un crime contre l'intérêt général.

Quand vous dites « les Banques centrales ont toujours été créées **en lien** avec le pouvoir politique », vous laissez accroire que les politiciens avaient l'ascendant sur les banquiers, mais c'est absolument le contraire.

Quelles controverses ? Prétendre que la création de la « Banque de France » (par Napoléon en 1800) ou de la « Réserve fédérale américaine » (par Wilson en 1913) sont « une très lente conquête du pouvoir de régulation sur la création monétaire », c'est, à mon avis, (au moins) une erreur historique, et même un contresens : **historiquement, les Banques Centrales sont d'abord une création privée, avec l'aval et sous l'autorité d'une puissance publique trompée ou corrompue, et contre l'intérêt général.**

Par exemple, Henri Guillemin a bien expliqué la création de la Banque de France dans ce passage historique (8 min.) : <https://www.youtube.com/watch?v=6jlrpNCzA-s>.

Vous aimez l'histoire monétaire, la science, les faits ? Voici ce qu'a écrit Perregaux (un banquier suisse à qui Bonaparte a bel et bien donné la Banque « de France », probablement en *retour d'ascenseur* de son aide à accéder au pouvoir, et c'est pour ça que je parle de VOL de la création monétaire, vol de la nation par les banquiers), voici donc ce qu'a écrit Perregaux à Bonaparte :

« Libre par sa création, qui n'appartient qu'à des particuliers, la banque que je propose de créer ne négociera avec le gouvernement QUE lorsqu'elle y rencontrera ses convenances et le complément de ses sûretés. Néanmoins, cette banque s'appellera la banque « de France », mais elle ne sera À AUCUN DEGRÉ une banque gouvernementale. Elle sollicite du Premier Consul la promulgation d'une loi qui, sans peut-être s'occuper nominativement de notre établissement, consolidera son existence. »

La Banque « de France » sera chargée (contre rémunération) de payer les dettes de l'État (rentes et pensions) et Bonaparte créera les « receveurs généraux », collecteurs d'impôts qui auront le droit de conserver l'argent collecté, le temps de le faire fructifier (!). En échange, ils versent des cautions non plus à l'État mais à la banque dite « de France »... En 1803, la banque soi-disant « de France » devient la seule habilitée à émettre du papier monnaie, avec garantie de l'État (peine de mort pour les contrefacteurs) !

À propos de cette création de la Banque « de France », [Nicolas François Mollien](#), Ministre du Trésor Public, a écrit dans ses mémoires :

– au sujet des receveurs : « **C’était sans doute la première fois qu’il arrivait à un gouvernement de donner de l’argent à une banque d’escompte pour exploiter un privilège lucratif au lieu d’en demander à ses actionnaires pour prix de ce privilège.** »

– à propos de l’émission du papier monnaie : « **Dans le souci de n’ôter aux banques aucune source de profit, le Premier Consul va jusqu’à autoriser au bénéfice de la banque dite « de France » le partage d’une des premières prérogatives du gouvernement, celle de fabriquer une monnaie. Et en outre, la monnaie métallique que fabrique l’État lui coûte, à lui État, au moins le prix de l’or et de l’argent. Tandis que le privilège inouï accordé à l’établissement Perregaux, Mallet et compagnie, consiste en ce que cette banque, pure association d’intérêt privé, aura le droit de fabriquer une monnaie qui ne lui coûte rien.** »

Je sais, Monsieur Beitone, que vous prétendez que c’est « erreur historique et confusion » que de dénoncer les (innombrables) complots des banquiers contre l’intérêt général, mais je prétends, moi, que c’est vous qui semez la confusion en exonérant les banquiers et en niant le droit des citoyens à dénoncer leurs complots contre le bien commun, en accusant ces citoyens de « proximité avec l’extrême droite » et d’« antisémitisme ».

C’est bien le problème.

Vous oubliez peut-être les pièces frappées par les empereurs (puissance publique, non ?) pour payer leurs soldats (pour se nourrir dans les pays conquis) et récupérées finalement par l’impôt.

À la fois vous confirmez ce que je dis : le pouvoir politique sait qu’il ne décide rien d’important s’il n’est pas capable de financer souverainement ses décisions, et à la fois vous vous trompez : ce contrôle n’est qu’apparent, et aucun « renforcement du contrôle étatique sur l’activité bancaire » ne peut être décemment affirmé aujourd’hui. C’est étonnant d’affirmer une chose pareille en 2018 : vous devriez nous parler de [« la finance de l’ombre » \(« shadow banking »\)](#), totalement dérégulée et prenant [des risques insensés](#) (par centaines de milliers de milliards) pour toute la société, et qui explose depuis que les banques centrales ont descendu leurs taux à zéro...

C’est vrai (mais tout le monde sait ça), quelques batailles ont été gagnées, notamment après la crise de 1929, et surtout grâce à quelques représentants héroïques comme ceux de la [commission Pecora](#). Mais depuis les années 80 (avec Reagan, Thatcher, Friedman, Pinochet and co), ce sont les banques à nouveau qui gagnent et qui raflent tout, en corrompant au dernier degré tous les gouvernements du monde.

Historiquement donc, les activités bancaires et la création de monnaie sont le fait d’acteurs privés.

Et, parce que le pouvoir politique entend bien être souverain, on assiste à un long et complexe processus de renforcement du contrôle étatique sur l’activité bancaire.

Une étape décisive de ce contrôle public accru se situe après la crise de 1929 (*Glass Steagall Act* de 1933 aux États-Unis, renforcement du contrôle de l’État sur la Banque de France par le Front Populaire...) et se prolonge jusqu’au début des années 1980. À partir de cette période, la déréglementation bancaire et financière s’amplifie, conduisant à la multiplication des crises financières.

En parlant d'un « vol » de la création monétaire par les banques commerciales depuis le XVIIe siècle, Chouard empêche de penser le vrai problème : quel degré et quelles modalités de contrôle étatique des activités financières doit-on mettre en place ?

Cette question, Chouard ne peut pas la poser, puisqu'il part du principe que « les banques » ont pris le contrôle des États, du personnel politique et des médias.

On ne peut donc rien changer à l'ordre social. **La vision complotiste d'un pouvoir bancaire unifié (par qui ? comment ?)** est aussi une vision désespérante. Les dominants règnent sans partage, leur pouvoir ne peut pas être ébranlé !

Un discours sans fondement scientifique

Mais la principale erreur réside dans **la confusion que Chouard opère entre la « monnaie » et le « revenu »**. Dans une économie monétaire, les différentes grandeurs économiques (production, revenu, consommation, épargne, etc.) prennent une *forme* monétaire. Un salarié reçoit en contrepartie de sa participation à la production un salaire monétaire. **Mais ce revenu ne vient pas de la monnaie – qui, encore une fois, n'en est que la forme. Il vient de la production [4]**. Créer de la monnaie, sous forme de billets ou de monnaie scripturale, ne crée aucune valeur et aucun revenu si cette création de monnaie n'est pas étroitement articulée à la création de valeur.

Vous parlez d'« étape décisive » pour décrire une bataille gagnée (le Glass Steagall Act) qui, justement, n'a pas été décisive puisqu'elle a été littéralement balayée quelque 65 ans plus tard, **faute de constitutions dignes de ce nom**.

Quoi ? C'est précisément la question que je pose et vous me reprochez de ne pas la poser... C'est amusant.

Je ne pars pas d'un principe, je me fonde sur des faits. Oseriez-vous donc prétendre que les banques n'ont pas pris le contrôle des États, du personnel politique et des médias ?! [Qui a acheté](#) le quart (le quart !) de la PQR (presse quotidienne régionale) en France ? [Qui a acheté](#) Le Monde ? [Qui a acheté](#) Libération ? [Qui a acheté](#) Skyrock ? Etc. Et quel candidat tous ces journaux vendus aux plus riches ont-ils victorieusement promu pour la dernière élection présidentielle en France, sinon carrément un agent de la banque Rothschild (qui s'emploie depuis activement à goinfrer ses amis riches, à détruire la sécurité sociale et à assassiner les services publics) ? Vous niez l'évidence. Vous occultez l'essentiel.

Mais qu'est-ce que vous racontez ? Bien sûr qu'on peut changer l'ordre social ! Précisément, en reprenant aux banques le contrôle (réel) de la monnaie. C'est vous qui êtes désespérant, en interdisant à tous la désignation des vrais responsables de la tyrannie qui vient.

Par construction, le mot « complotiste » protège les comploteurs, garantit leur impunité (puisque l'on ne peut plus dénoncer publiquement leurs intrigues). Chacun son truc, c'est votre droit de choisir ce camp.

Vous demandez : « La vision complotiste d'un pouvoir bancaire unifié (par qui ? comment ?) »... **Quoi ? Vous ne savez pas qui unifie le pouvoir bancaire sur terre ?** Vous qui enseignez « l'économie monétaire », vous connaissez sûrement le rôle centralisateur de la BRI (Banque des Règlements Internationaux) à Bâle, avec son extraterritorialité, son secret absolu, l'immunité judiciaire générale pour tous ses personnels, sa police, son armée ?... Je peux vous recommander [de la documentation](#), si vous voulez ; vous verrez, c'est passionnant et important.

???

C'est scientifique, ça ?

Ai-je dit que la création de monnaie créait de la valeur ? Jamais de la vie.

Je dis seulement que la monnaie est un signe porteur de pouvoir d'achat (une sorte de droit de tirage sur toute la société), un certificat au porteur qui sert à garder la mémoire d'un travail utile qui n'a pas encore reçu de contrepartie (en vraie richesse, en biens ou en services). Et je dis donc qu'il est extravagant de laisser un demandeur de travail crever de faim faute de monnaie pour le rémunérer : il faudrait évidemment, à mon sens, créer la monnaie au fur et à mesure que les travaux utiles sont réalisés. Autrement dit, le manque de monnaie ne devrait jamais être un frein à la création de richesses, qui sont toutes issues du travail humain et de lui seul, directement ou indirectement.

Mais cette revendication fondamentale est-elle seulement audible par les banquiers, qui vivent précisément de la rareté de la monnaie (et des souffrances associées).

Et je persiste, bien sûr.

Ça, c'est vous qui le dites, et vous suivez en cela « la doxa », la pensée dominante du moment, et je crois précisément, moi, que cette façon de penser est une grave erreur : **en inversant l'ordre des opérations** (impôts puis services publics, à égalité, au lieu de services publics puis impôts, à égalité), **vous mettez la puissance publique en manque d'argent chronique si le besoin de services publics vient à grandir ou si les recettes fiscales viennent à se tarir**. Je ne sais pas pourquoi vous faites ça, mais je crois que c'est une erreur. J'insiste : vous devriez lire Knapp.

Pas du tout puisque je précise justement que l'impôt servirait à détruire la monnaie. M'avez-vous bien écouté ?

C'est amusant, moi qui propose une sortie de l'impasse fiscale (sabotage résumé par le slogan scandaleux des prétendus « libéraux » STARVE THE BEAST, affamer la bête, ruiner l'État), vous m'accusez de « faire l'impasse sur la question de la fiscalité ». Ce n'est pas moi qui me trompe, c'est vous qui me comprenez mal et qui, en plus, vous trompez substantiellement.

Si. Il me semble que vous niez l'évidence.

Vous nous expliquez là ce que je répète pour ma part depuis 13 ans : que l'État a été volontairement ruiné par la baisse des impôts des riches et par la fraude fiscale organisée par les gouvernements eux-mêmes (corrompus jusqu'à la moelle par qui ?).

Cette confusion apparaît clairement lorsque Chouard avance que l'État doit pouvoir créer de la monnaie lorsqu'il emploie un médecin ou crée un hôpital.

Mais lorsque l'État décide d'une dépense publique nouvelle, il opère en fait, sur la base d'un choix politique, un transfert d'une dépense privée vers une dépense publique. Pour cela, l'État doit prélever des impôts, c'est-à-dire transférer du revenu des agents privés à la puissance publique.

En prétendant qu'il suffirait de créer de la monnaie pour financer la dépense publique, Chouard fait l'impasse sur la question de la fiscalité.

Si aujourd'hui les services publics sont mis à mal, ce n'est pas parce que les banques empêchent l'État de mettre en œuvre une solution miracle et indolore (créer de la monnaie), mais parce que la fiscalité sur les profits et sur les hauts revenus a été réduite dans tous les pays depuis les années 1980 et que, dans le même temps, la libéralisation financière a ouvert des possibilités accrues de fraude fiscale à grande échelle.

Et là, Monsieur Beitone, **vous oubliez à nouveau** (ce n'est pas la première fois, [rappelez-vous](#)) **de nous parler de l'article 123 du TFUE**, l'article criminel par lequel l'UE interdit strictement et définitivement aux États et à toutes les administrations d'emprunter auprès de leur Banque centrale, c'est-à-dire de se financer à taux réel nul ; **vous oubliez d'évoquer cet article 123 criminel par lequel l'UE oblige donc les États à emprunter aux banques privées, entre autres, moyennant un intérêt non nécessaire et ruineux, source directe et scandaleuse d'une dette publique devenue monstrueuse.**

À qui profite le crime honteux de l'article 123, Monsieur Beitone, si ce n'est principalement aux banques privées ?

Mais enfin... je ne parle que de ça !

Vous n'avez pas bien écouté : je ne dis PAS qu'une dépense publique EST une création de monnaie, je dis qu'une dépense publique DEVRAIT ÊTRE financée par une création de monnaie. Ce n'est pas pareil.

Suivant la théorie de Knapp (qu'on appelle le chartalisme, et que je vous recommande de découvrir), **l'État DEVRAIT créer la monnaie quand il dépense et détruire la monnaie quand il perçoit l'impôt. Comptablement, le résultat serait le même** puisque les « recettes » seraient toujours égales aux « dépenses » (sauf qu'on ne parlerait précisément plus de « recettes » ni de « dépenses »), **mais la différence (absolument cruciale et décisive), c'est que les services publics ne seraient plus limités de façon non nécessaire par un manque de monnaie non nécessaire.** Je vous suggère de considérer cette proposition sans a priori dogmatique. Qu'en pensez-vous ?

Là, vous m'expliquez le paradigme (la façon de penser) actuelle, mais c'est précisément celle que je critique... Je connais bien cette façon de présenter les choses que vous décrivez là, évidemment, **mais je la conteste**, comprenez-vous ?

Bien sûr. Qui dit le contraire ? (Pas moi.)

- Je n'ai jamais dit « illimitées » : j'ai dit qu'on peut créer de la monnaie **tant qu'il reste des humains au chômage**. Je vous rappelle que Keynes ne dit pas autre chose : seul l'État est capable d'avoir un comportement *contracyclique* (aller contre le courant général pour inverser la tendance) et d'embaucher quand tout le monde déprime. C'est pour ça qu'il faut lui en donner les moyens (au lieu de les lui retirer, comme l'imposent les économistes néo-libéraux).

Mais Chouard ne traite pas de tout cela [5].

Cette confusion apparaît encore plus clairement lorsqu'il déclare qu'une dépense publique est une création de monnaie et le prélèvement des impôts une destruction de monnaie.

Lorsque nous payons nos impôts, nous transférons à l'État une partie de nos revenus sous forme monétaire. Mais aucune monnaie n'est détruite : le revenu est ainsi dépensé par l'État et pas par des agents privés.

C'est encore plus vrai, bien sûr, lorsqu'il s'agit du paiement des cotisations sociales qui sont redistribuées sous formes de prestations versées sur critères sociaux. Il y a un débat légitime à avoir sur la part du revenu total qui doit être dépensée par les agents privés et la part qui doit servir à financer les services publics et les transferts sociaux.

Mais laisser croire que la création de monnaie permettrait d'échapper à ce choix et que l'on pourrait dans le même temps faire des dépenses publiques et privées **illimitées** est une **mystification** qui fait passer à côté des véritables enjeux politiques.

Chouard commet la même erreur à propos des agents privés. Il déclare que lorsque quelqu'un a « *besoin d'argent pour vivre* », c'est « *extravagant parce que la monnaie c'est facile à créer* ».

Mais lorsque « *quelqu'un a besoin d'argent* », cela signifie que son revenu est insuffisant.

Ce n'est pas en créant de la monnaie que l'on résoudra ce problème

mais en le faisant bénéficier d'un revenu supérieur.

Par exemple d'un emploi rémunérateur, d'un salaire plus élevé, de prestations sociales plus généreuses. Les questions posées sont donc celles de l'accès à l'emploi, du partage des revenus entre profits et salaires, de l'efficacité du système redistributif. Toutes ces questions, politiquement et socialement essentielles, sont occultées par le discours de Chouard qui laisse croire que si l'État échappait à l'influence des banques, il pourrait assurer à chacun un revenu décent en créant de la monnaie.

Clairement, vous ne croyez pas aux vertus de la création monétaire publique ; c'est votre droit, bien sûr, mais cela ne vous permet pas de parler de *mystification* au sujet de ceux qui réfléchissent à ces vertus pour sortir du piège des usuriers. Je n'ai trouvé sous votre plume aucune démonstration. Je peux me tromper, bien sûr, mais cela ne montre nullement que je trompe volontairement ceux qui m'écoutent. On discute, on progresse, voilà tout.

Vous reformulez mal mes propos (ce qui les rend plus critiquables, bien sûr).

Ou nul... n'oubliez pas cette éventualité.

Si. Ou bien prouvez ce que vous dites.

Bien sûr, mais où trouver cet argent si l'argent est rare par construction ? Précisément, **je prétends que le chômage est lié à un manque de signes monétaires**.

D'où l'idée, plus prudente que vous ne le craignez, **de créer la monnaie qui manque et de la mettre dans les bonnes poches** : pas dans les poches de la classe oisive déjà trop riche, mais dans **les poches de ceux qui travaillent et qui vont dépenser cette nouvelle monnaie, ce qui la fera circuler, servir plusieurs fois**. Alors que l'argent donné aux ultra-riches est perdu pour la société, qui ne reverra plus jamais cette monnaie car elle ne circulera pas : en effet, les ultra-riches ont comblé tous leurs besoins et ils ne dépensent plus l'argent supplémentaire qui leur tombe du ciel : ils le « placent », ce qui veut dire qu'ils le prêtent et qu'il faudra donc le leur rendre, et en plus avec intérêts !

Je prétends aussi que **le chômage est une construction politique délibérée**, volontaire, un fouet de négrier pour intimider, terroriser, tenir en respect les esclaves-salariés, un outil de maître-chanteur pour les dominants du moment. Si vous enseignez l'économie, vous devez connaître le [NAIRU](#). Comment justifiez-vous l'existence-même du NAIRU, Monsieur Beitone ?

Découvrir le NAIRU c'est comprendre que toutes les promesses politiciennes de « lutter pour l'emploi » sont des mensonges caractérisés. [La consigne de fond, donnée en douce par les « économistes » de l'OCDE aux gouvernements](#), c'est « chômage MINIMUM = 9% (pour la France) » !

Prétendre que j'occulte ces questions alors qu'elles sont la raison d'être de mon travail, c'est une des énormités de cet article. Vous dites de moi n'importe quoi.

Dans la vidéo, Chouard évoque des expériences historiques où il y avait assez de monnaie et où du coup les hommes étaient généreux et non cupides. Mais il se garde bien de nous donner un seul exemple précis d'une telle expérience historique.

Au total, le discours de Chouard sur la monnaie n'a aucun fondement scientifique.

Il joue sur les peurs,

le complotisme (les banques qui « achètent » les médias)

et sur l'illusion d'une solution miracle à tous les problèmes sociaux grâce à l'abondance de la monnaie.

Ce faisant, il occulte les vrais problèmes, ceux qui correspondent à l'affrontement d'intérêts contradictoires entre les groupes sociaux : quel contrôle exercer sur le système bancaire et comment ? Quelle politique de plein-emploi ? Quel partage équitable des revenus ? Quelle fiscalité juste et redistributrice ?

Alain Beitone

Par contre, oui, je prétends bien que, si l'État échappait à l'influence des banques, il pourrait assurer à chacun un revenu décent en créant de la monnaie. Et vous n'avez pas du tout prouvé le contraire. **Si nous étions capable d'instituer nous-mêmes l'État social dont nous avons besoin, nous le doterions de la création (et de la destruction) monétaire de façon à le rendre capable d'être employeur en dernier ressort**, ce qui veut dire capable de venir à bout du chômage.

Vous déformez encore une fois mes propos :

1) j'ai parlé, d'une part, d'expériences historiques de prospérité (r)établie grâce à la création monétaire publique — je pense à [Schwanenkirchen](#), à [Wörgl](#) et à d'autres « miracles monétaires » très convaincants (qui n'ont évidemment rien de miraculeux),

2) et j'ai parlé d'autre part, de cette intuition qui est la mienne (mais qui n'est qu'une intuition) que de nombreux troubles du comportement (avarice, cupidité, égoïsme, cynisme, cruauté, et même racisme et peur de l'autre) viennent en grande partie de **la peur de manquer**, et que notre système monétaire actuel (une monnaie privée, rare et chère, gardant sa valeur et nous incitant à l'accumuler ce qui en prive les autres) entretient une peur de manquer systémique, qui favorise ces vices. D'où ma réflexion, qui n'est qu'une réflexion, toute modeste quoique déterminée, pour défendre des alternatives monétaires réellement innovantes et prometteuses.

Pour moi, le vôtre n'en a pas davantage.

Vous n'avez rien démontré « scientifiquement ».

Et vous, vous ne jouez pas sur les peurs, peut-être ? en dénonçant « l'extrême droite » chaque fois qu'on ose contester le pouvoir et les intrigues des banquiers ? Nous avons tous nos peurs, qui peuvent être infondées mais qui ne sont pas illégitimes et que nous devons pouvoir exprimer, et il est important de comprendre nos peurs respectives et de discuter de leurs fondements, pour éviter de nous entretuer comme des frères stupides.

Les banques achètent les médias, c'est un fait, pas une opinion (encore moins une paranoïa), renseignez-vous un peu... Lisez [Laurent Mauduit](#), ou [Agnès Rousseau](#), par exemple.

C'est vous qui parlez de « solution miracle », pas moi. La libération qui découlera de l'émancipation monétaire des usuriers n'aura rien de miraculeux : ce sera juste une conséquence logique et désirable d'une résistance victorieuse à une oppression.

De mon point de vue, c'est vous qui occultez les vrais problèmes.

Étienne Chouard

Notes :

[1] Le vocabulaire de Chouard est à forte connotation morale et/ou religieuse. Il est question de « vol », de « vice », de « cupidité », « d'avarice », etc.

On est ici dans le registre de l'indignation morale, non dans celui de l'analyse rationnelle.

Chouard parle souvent de l'éducation populaire, mais son discours est aux antipodes d'une telle démarche. Il joue sur les peurs, les fantasmes, les préjugés de ses auditeurs et il ne leur donne jamais les outils intellectuels d'une compréhension des enjeux monétaires.

Les innombrables « commentaires » qui accompagnent chaque intervention de Chouard sur internet sont révélateurs du fait que l'on se trouve du côté du psycho-affectif... avec tous les risques de dérive que cela comporte.

[2] Il existe sur ce point un ouvrage majeur : M.-Th. Boyer-Xambeu, G. Deleplace, L. Gillard, *Monnaies privées et pouvoir des princes*, Editions du CNRS/Presses de la FNSP, 1986.

[3] Les libertariens (Ron Paul aux Etats-Unis) et certains disciples de Hayek plaident un retour aux monnaies privées et à la liberté totale du commerce accordée aux banques. La régulation de la circulation monétaire s'opérant pour eux par la concurrence des monnaies, c'est-à-dire grâce à la « discipline de marché ».

[4] Et fondamentalement, si on adopte un point de vue marxiste, la valeur (de la production ou du revenu) provient du *travail* mis en œuvre pour produire.

[5] On trouve sur internet une vidéo où Chouard présente l'impôt sur le revenu comme une « arnaque ».

Or, une position progressiste consisterait à défendre un impôt sur les revenus et un impôt sur les sociétés plus progressif, plus important et donc plus redistributif.

Commentaires sur les notes :

Tous ces troubles ne constituent donc pas pour vous des problèmes intéressants, merci de l'avoir précisé.

L'opposition que vous imposez là (indigné/rationnel) me paraît aussi problématique (cynique) que contestable : **il n'est pas irrationnel de rechercher et de dénoncer la corruption, le vol, la cupidité dérégulée, les innombrables complots des riches contre les pauvres, etc.**

Non.

Qu'en savez-vous ? Et puis, je ne tiens pas que des discours, j'incite aussi les gens à réfléchir par eux-mêmes et à organiser chez eux, très concrètement, des ateliers constituants (c'est-à-dire une façon adulte de penser la politique, sans abdiquer le pouvoir de penser la société à des « élus »), sur la monnaie mais aussi sur tous les outils majeurs d'une démocratie digne de ce nom.

Hum, votre appréciation ressemble à un certain mépris du peuple par « les sachants ».

Lisez surtout [Silvio Gesell](#) et [F Knapp](#)

Je suis d'accord avec ça, au moins partiellement.

Dans cette vidéo-là, je parle de l'institution de l'**IR aux USA**, où il était inconstitutionnel et où il a été imposé en douce mais de force, le soir de Noël pendant les fêtes, en même temps que la prétendue « réserve fédérale » et que le FBI...

Évidemment, sauf que l'IR qui est une arnaque, c'est l'IR actuel (celui qui est voté par « les élus » des riches), que vous oubliez ici de dénoncer alors qu'il est de moins en moins redistributif et de plus en plus injuste.

* * * * *